

**Monsieur le Directeur Académique,
Madame la conseillère Départementale,
Mesdames Messieurs**

Alors que l'Éducation est déjà un des sujets des débats pré-présidentiels, l'UNSA Éducation tient à réaffirmer que l'École du 21ème siècle n'a pas besoin des retours à l'autorité et au mérite, ni d'idéologies sur les programmes d'histoires, ni de listes ethniques des élèves...

Notre École Républicaine, ses élèves et ses personnels ont besoin de stabilité. Le travail doit être poursuivi vers une école plus inclusive et l'engagement de l'État doit être renforcé pour permettre la réussite de chacune et chacun des 12 millions de jeunes.

Pour l'UNSA Education, la Refondation de l'école est un cap qu'il faut maintenir et amplifier. Désormais, au-delà de la scolarité obligatoire, la refonte du lycée et la lutte contre l'échec massif en licence doivent contribuer à la mise en place d'un parcours Bac-3/Bac+3 aussi ambitieux qu'il est nécessaire.

L'École de la République a plus que jamais besoin d'être défendue et préservée, tant sa mission est le ciment indispensable pour « faire société ».

Pour réussir ce défi, l'Éducation doit relever d'une ambition politique et non de stratégies politiciennes. L'UNSA Éducation continuera d'agir pour porter ces exigences et faire que le service public d'éducation reste une priorité nationale.

Je dis bien « reste une priorité », la dotation pour la rentrée 2017 de 162 postes pour le 1^{er} degré attribuée à la Gironde et les 653 qu'elle a obtenu dans la période 2012-2017 toujours pour le 1^{er} degré sont là pour en témoigner contrairement à la période précédente 2007-2012 où elle en perdait chaque année. Il faut bien sur y ajouter les postes supplémentaires pour le 2^o degré.

Dans le premier degré à la rentrée 2017, les 162 postes supplémentaires pour une hausse démographique prévue de 1730 élèves, vont permettre une amélioration du P/E de 0,05 points passant de 5,07 à 5,12. Cette amélioration ne permettra pas toutefois pas à la Gironde de rattraper le P/E moyen académique, elle en reste d'ailleurs très en retard. De nombreuses écoles maternelles conserveront cette année encore un taux général moyen supérieur à 28 élèves par classe.

Ces nouveaux moyens devraient permettre aussi d'amplifier le dispositif plus de maitres que de classes et la scolarisation des deux ans mais aussi d'augmenter le nombre de remplaçants.

En effet, pour l'UNSA Éducation, la réussite des élèves passe aussi par des enseignants formés, tant en formation initiale que tout au long de leur activité professionnelle. Les récentes enquêtes

internationales d'évaluation des systèmes éducatifs l'ont une fois encore démontré : la formation continue, le développement professionnel des professeurs sont des leviers incontournables si l'on veut faire vivre, renforcer et poursuivre la première étape de la refondation que nous vivons.

Les conseillers pédagogiques sont pleinement impliqués dans la mise en œuvre de la loi de refondation et prennent de plus en plus d'importance dans le volet de la formation avec des missions tant dans la formation initiale que continue. Or, l'UNSA Education constate que la quasi-totalité des futures circonscriptions se partageront un conseiller pédagogique. Eu égard à l'ampleur de leurs nouvelles missions pédagogiques, comment ces collègues pourront-ils s'impliquer pleinement sur double territoire ?

Concernant les Rased dans notre département, cette rentrée 2017 verra la concrétisation de votre réflexion menée en lien avec la redéfinition des circonscriptions. Le solde global des enseignants spécialisés est positif à +4. Cependant, seule la spécialité E est abondée, tandis que la spécialité G diminue. Y aurait-il tendance à la fusion des spécialités, l'une au détriment de l'autre ? L'UNSA Éducation demande l'annulation des 5 suppressions non compensées envisagées de postes de maîtres G en anticipant sur une hypothétique fusion des spécialités et revendique des Rased complets composés de maîtres spécialisés E, G et psychologues pour couvrir l'ensemble du territoire afin de garantir un accompagnement de qualité et non stéréotypé des élèves en fragilité. De plus, appelés à se déplacer fréquemment, ils doivent être remboursés des frais de déplacement engagés.

Dans le 2nd degré, la réforme du collège doit, elle aussi, être consolidée dans le temps. La réussite de nos jeunes ne peut pas se faire à moyens constants. Cela concerne aussi les élèves de SEGPA. En 2015, au plan national, 88 800 élèves étaient inscrits en Segpa soit environ 2,5 % de la population scolaire au collège. Développer une véritable inclusion des élèves de Segpa dans les classes de collège classiques, en multipliant les situations scolaires de mixité, est un des leviers possibles pour leur permettre de sortir du système scolaire avec une qualification à condition que cette inclusion se fasse dans de bonnes conditions. Elle doit être adaptée aux besoins de chaque enfant et réalisée par des enseignants formés à la différenciation pédagogique. Aussi, l'UNSA Education regrette que les marges professeurs de 3h données dans le cadre de la réforme du collège soient phagocytées par la nécessité de dédoubler les ateliers en 4^{ème} et 3^{ème}. Les collègues dont les directeurs de Segpa sont inquiets pour l'avenir.

Pour terminer, l'UNSA Education, souhaite que l'effort en faveur de l'école s'inscrive dans la durée pour renforcer et développer les réformes de la Refondation de l'école de la République pour mettre fin aux échecs massifs que produit notre système d'éducation et changer profondément son fonctionnement afin de permettre la réussite de tous ses élèves.

Les représentants UNSA Education
Philippe DESPUJOLS
Justine SOUMASTRE
Cédrine SANCIER